

Les élections cantonales du printemps 2011 en Alsace

Richard Kleinschmager



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1285>

DOI : 10.4000/alsace.1285

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2011

Pagination : 413-426

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Richard Kleinschmager, « Les élections cantonales du printemps 2011 en Alsace », *Revue d'Alsace* [En ligne], 137 | 2011, mis en ligne le 01 octobre 2011, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1285> ; DOI : 10.4000/alsace.1285

Les élections cantonales du printemps 2011 en Alsace

Le 30 mars 2011 Guy-Dominique Kennel a été réélu président du Conseil Général du département du Bas-Rhin. Trente-neuf conseillers généraux sur quarante quatre ont voté en sa faveur. Neuf d'entre eux ont porté leur voix sur Raphaël Nisand, nouveau conseiller général socialiste de Schiltigheim. Ce même jour à Colmar, vingt-et-un conseillers généraux du département du Haut-Rhin sur trente-et-un, réélisent Charles Buttner à la présidence de leur Conseil. Neuf voix ont opté pour Henri Stoll, le conseiller général et maire écologiste de Kaysersberg. Dans les deux votes, un vote blanc a été déposé dans l'urne. Autant dire que les élections cantonales organisées pour pourvoir vingt-trois postes de conseillers généraux dans le Bas-Rhin et quatorze dans le Haut-Rhin n'ont pas changé la donne politique départementale alsacienne. Les deux départements sont restés à droite comme depuis toujours. Les évolutions se sont faites à la marge. Elles ne sont pas sans intérêt au regard des évolutions politiques globales de la région et confirment certains traits observés dans d'autres scrutins. Par ailleurs, s'agissant des dernières élections générales avant l'élection présidentielle de 2012, ces élections cantonales ont eu une valeur de test et ont de ce fait attiré comme peu souvent auparavant l'attention des médias, ce qui n'a pas suffi à mobiliser les électeurs qui se sont abstenus comme rarement.

Le singulier contexte national et mondial d'une élection cantonale

Élections locales par excellence avec les élections municipales auxquelles elles ont souvent été accolées, les campagnes cantonales sont réputées peu sensibles à l'actualité nationale et a fortiori internationale. Dans le cas de ces élections 2011, une double actualité internationale a occupé les écrans des télévisions et de la toile : les mouvements démocratiques lancés à l'assaut des régimes en place dans nombre de pays arabes et, à partir du

11 mars, le terrible séisme du Japon suivi d'un meurtrier tsunami puis d'un accident nucléaire majeur à la centrale de Fukushima. Nul doute que ces événements ont marqué l'opinion publique et à certains moments polarisé l'opinion publique. Elles ont probablement favorisé un climat d'inquiétude dont il est difficile d'établir quel effet il a pu avoir sur les électeurs. Que les mouvements dans les pays arabes aient généré des inquiétudes chez certains électeurs prédisposés au vote pour l'extrême-droite ou que les événements du Japon, notamment les problèmes nucléaires aient accentué la sensibilité aux problèmes écologiques, est probable. Il est toutefois difficile d'affirmer qu'ils ont eu un effet direct sur les choix électoraux même si à certains égards le FN et les Verts-Europe Écologie ont enregistré des scores supérieurs à leurs résultats antérieurs à des élections cantonales. L'attention à ces problèmes a peut être aussi favorisé un certain désintérêt propice à l'abstention. D'autres facteurs plus directement politiques ont également joué un rôle.

Placées à un an des élections présidentielles de 2012, ces élections cantonales sont apparues à des degrés divers comme l'amorce de la campagne électorale présidentielle. Compte tenu de la faiblesse de la popularité du président de la République dans les sondages, nombre de candidats de droite proche de l'UMP ont été discrets sur leur appartenance politique à tel point que les instances nationales de l'UMP, sont intervenues à plusieurs reprises, Jean-François Copé en tête en tant que secrétaire général de l'UMP, pour appeler les candidats de son camp à se réclamer de la majorité présidentielle. En Alsace, la référence à la Majorité Alsacienne, dénomination qui permettait de faire référence à la brillante victoire à l'arraché de Philippe Richert à la tête de l'UMP lors de l'élection régionale de 2010 a souvent été privilégiée. À gauche et chez les écologistes aucun porteur de leur projet présidentiel n'ayant été désigné, l'interférence a surtout consisté dans la dénonciation tous azimuts et sans nuance de tous les aspects de la politique de Nicolas Sarkozy. Ayant porté à sa tête Marine Le Pen, le Front National a pu bénéficier de la désignation sans ambiguïté du meneur de son combat présidentiel à tel point que la campagne du Front a pu apparaître comme un véritable tour de chauffe de la candidate. La fille de l'ancien leader a saisi l'opportunité de cette élection pour se démarquer de son père. Elle a d'une certaine façon touché les dividendes de sa démarche en recueillant à la veille des élections des sondages qui la plaçaient dans tous les cas de figure présente au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2012. L'objectif de ce parti était dès lors non pas tant d'obtenir un maximum de victoires cantonales mais d'être présent dans un maximum de cantons malgré la faiblesse du nombre de militants en situation de se porter candidat.

Une campagne marquée de peu de politique et de beaucoup de querelles

Les élections cantonales, « ces élections de second rang et de terroir couleur sépia et tendance Rotary » comme les qualifie Gérard Courtois dans *le Monde* (22 février 2011, p. 20), sont celles où les questions locales qui font l'essentiel de la vie municipale sont élargies et deviennent davantage politiques. L'adoubement par une grande formation est souvent un enjeu pour les candidats et dans le cas de l'Alsace s'attirer les grâces des responsables de la « Majorité Alsacienne » dans les cantons ruraux ou de ceux du PS à Strasbourg est décisif. La querelle des candidatures a été le premier acte de cette élection comme pour les autres.

L'offre politique a été moins importante que pour d'autres élections. En 2004 le total des candidats a été de 124 candidats dans le Bas-Rhin contre 141 candidats en 2004, élection où le canton 6 de Strasbourg n'était pas en jeu. Dans le Haut-Rhin, le nombre des candidats n'a pas dépassé les 72 contre 107 en 2004. Cette diminution globale de l'offre s'est appliquée aussi bien en milieu rural qu'urbain. Dans le canton de Sainte-Marie-aux-Mines on a dénombré huit candidats en 2004 et quatre en 2011, dans celui de Strasbourg 7 Meinau, huit en 2004 et cinq en 2011, dans celui d'Andolsheim dix au lieu de quatre, dans celui de Mundolsheim en zone péri-urbaine, huit en 2004 et quatre en 2011. Quelques rares cantons présentent une offre légèrement plus importante en 2011 qu'en 2004 : Saverne, six candidats en 2011 au lieu de cinq en 2004, Wasselonne, sept au lieu de six, Guebwiller huit au lieu de sept, Masevaux huit au lieu de sept. Parmi les candidats, les retraités constituent le contingent socio-professionnel le plus important : ils sont pas moins de 11 sur 72 candidats dans le Haut-Rhin et 23 sur 124 dans le Bas-Rhin soit respectivement 15 % et 18 % des candidats. Les candidats qui déclarent comme profession chef d'entreprise sont curieusement beaucoup plus importants dans le Haut-Rhin (15,3 %) que dans le Bas-Rhin (4 %). À l'inverse, on recense beaucoup plus de candidats qui se déclarent fonctionnaires dans le Bas-Rhin (10,5 %) que dans le Haut-Rhin (3 %). Quant aux enseignants, ils sont à part à peu près égale dans le Bas-Rhin (8,8 %) et dans le Haut-Rhin (8,3 %). Ils sont suivis des professions libérales plus nombreuses à se présenter à l'élection dans le Bas-Rhin (7,2 %) que dans le Haut-Rhin (5,5 %), la plupart appartenant au secteur médical. On n'a compté à cette élection que deux agriculteurs pour un total de 196 candidats sur les deux départements, ce qui marque bien que l'élection cantonale en Alsace comme ailleurs si importante pour le mode rural n'est plus le lieu privilégié d'expression du monde agricole. Par ailleurs, la réglementation électorale oblige à la présentation d'une candidature titulaire/suppléant des deux sexes. Force est de constater que sur les 196 couples de candidats,

les femmes sont suppléantes dans 163 cantons! Le taux de femmes en tête se limite à 17% dans le Bas-Rhin et 16% dans le Haut-Rhin. Avec un taux de 6,6% de femmes dans les deux conseils généraux sortants soit cinq sièges seulement sur soixante-quinze contre 12,3% en moyenne nationale, la sous-représentation de celles-ci est particulièrement forte en Alsace. Frank Buchy relève dans les *Dernières Nouvelles d'Alsace* (DNA du 20 février 2011) que « la Majorité alsacienne soutient cinq femmes dans le Bas-Rhin dont deux sortantes sur 23 cantons renouvelables mais aucune dans le Haut-Rhin où 14 sièges sont à pourvoir ». Le Parti Socialiste n'est pas en reste en ne plaçant en tête de candidature que deux femmes dans le Bas-Rhin et une dans le Haut-Rhin. Tous les partis à des titres divers, ont cédé au syndrome de l'efficacité que représenterait le choix d'une personnalité localement implantée, ce qui est dans la logique d'un scrutin uninominal. Le vrai problème reste bien entendu le rôle de la femme dans les couples et la société qui réduit souvent les possibilités pour les femmes de s'investir en politique. Apparemment en Alsace, plus qu'ailleurs, même si la ville de Strasbourg a été à deux reprises dirigée par des femmes au cours des dernières décennies.

La campagne de cette élection est restée discrète voire atone. Peu de meetings et quand les leaders se sont déplacés en Alsace, c'étaient le plus souvent pour de brèves apparitions. Hervé Morin est venu soutenir le 10 Février à *l'Art Café* de Strasbourg les candidats adoubés par le Nouveau Centre, Pascale Jurdant-Pfeiffer, sortante dans le canton de Strasbourg 10 Neuhof ainsi que Axelle Benamran, Freddy Zimmermann à Wasselonne, Étienne Burger à Truchtersheim, Richard Fuchs à Kayersberg et Christian Glied à Wissembourg. Le lendemain, Cécile Duflo, secrétaire nationale d'Europe Écologie-les Verts a présidé à Sélestat un meeting devant près de 300 personnes en compagnie de Jacques Fernique, conseiller régional du mouvement. Profitant de la session du Parlement Européen, le 16 février, Marine Le Pen, nouvelle présidente du Front National a tenu une conférence de presse pour soutenir la vingtaine de candidats de son parti dans le Bas-Rhin. Sur le terrain local, la campagne a connu son lot habituel de distributions de tracts et de tentatives de contacts directs avec les électeurs, sur les marchés ou de porte-à-porte pour les principaux candidats. Le Front National a singulièrement peu fait campagne localement avec des candidats dont certains étaient des novices en politique, parfois sans attache avec le canton où ils se sont présentés comme à Schiltigheim. Dans certains cantons les rivalités ont été vives entre prétendants de la même sensibilité. À Wasselonne par exemple, le maire Joseph Ostermann ne se représentant pas après 38 ans de mandat au Conseil Général du Bas-Rhin, pas moins de quatre candidats proches de la Majorité Alsacienne ont été sur les rangs, Jean-Philippe Hartmann, adjoint au maire, Hervé Bour, leader

de l'opposition « centriste » au maire, Freddy Zimmermann, membre du Nouveau Centre, conseiller de Kirchheim et patron des arboriculteurs, sans oublier Philippe Albiez, conseiller municipal de Wangen, membre du cabinet d'Alain Juppé qui n'a pas mené sa candidature jusqu'à son terme. Si du côté socialiste à Strasbourg et dans la CUS, les querelles d'investiture n'ont pas été spécialement vives, l'absence de candidature unique de la majorité municipale socialiste-écologiste, a abouti à l'affrontement dans le canton 10 de l'adjoint à l'urbanisme Alain Jund des Verts avec Annick Neff, adjointe du quartier du Neuhof, membre du PS. De même dans le quartier Gare, Marie-Dominique Dreyssé des Verts s'est elle présentée face à Jean-Jacques Gsell, adjoint du quartier, conseiller socialiste sortant, tous les deux étant membres de la majorité municipale de Roland Ries. Dans le Haut-Rhin, à Wintzenheim, Guy Daesslé, conseiller sortant s'est retrouvé en face de deux autres candidats se réclamant de la Majorité Alsacienne, le maire de Wettolsheim, Lucien Muller et Monique Winkelmuller, proche de Jacques Cattin, conseiller régional, maire de Voegtlinshoffen. A Guebwiller, le maire du chef-lieu Denis Rebmann, PS, a été confronté à une candidature d'Europe-Écologie-les Verts en la personne de Christian Weiss, ce qui a réduit mécaniquement les chances de la gauche d'être au deuxième tour.

Des résultats de 1^{er} tour plus proches de ceux de 1998 que de 2004

Il n'est pas inutile de rappeler que ces élections n'ont sollicité que la moitié des cantons dans le Haut-Rhin sans mise en jeu des cantons urbains de Colmar et de Mulhouse. Dans le Bas-Rhin, la moitié des 44 cantons du département plus celui de Strasbourg 9 - Montagne Verte dont le conseiller général sortant, le député Armand Jung avait démissionné, ont participé à ce scrutin avec au total pas moins de six cantons strasbourgeois du sud et de l'ouest de la ville. La coloration rurale de ce scrutin en particulier dans le Haut-Rhin s'est ainsi trouvée marquée, ce qui explique en partie la différence de participation entre les deux départements.

Un record d'abstention

Avec un taux de participation de 45,01 % dans le Haut-Rhin et de 40,83 % dans le Bas-Rhin, ces élections ont particulièrement peu mobilisé les électeurs. Le fait qu'elles n'aient pas été jointes à une autre élection comme c'est généralement le cas, a joué en leur défaveur. En 2004, aux précédentes élections cantonales de ces mêmes cantons, la participation avait atteint 64,39 % dans le Haut-Rhin et 60,86 % dans le Bas-Rhin. Il

est vrai qu'elles étaient accolées aux élections régionales qui avaient vu la dernière victoire d'Adrien Zeller.

Un premier tour avec peu d'élus

Globalement les résultats de l'Alsace ont été conformes aux clivages gauche/droite habituels dans la région avec 49,5 % des voix pour l'UMP et les divers droite proches, 17,2 % pour l'extrême-droite et 31,8 % pour toutes les gauches et les écologistes et 1,5 % de divers. La divergence de ces résultats globaux avec ceux des dernières élections régionales de 2010 est faible. L'extrême-droite y avait enregistré 18,5 % des suffrages, l'ensemble des gauches 40,5 % et l'ensemble des droites classiques 41 %. Les différences en faveur des droites classiques s'expliquent en partie par le fait que les villes du Haut-Rhin ont été particulièrement sous représentées à cette élection cantonale.

Dans le Haut-Rhin, les résultats du premier tour ont laissé entrevoir un probable maintien du rapport de forces au sein de l'assemblée du département. Ils ont fait apparaître quelques surprises parmi lesquelles la plus spectaculaire sans nul doute, a été l'élection dès le premier tour de Jean-Jacques Weber, président du Conseil Général de 1988 à 1998 et député de la 6^e circonscription du Haut-Rhin de 1988 au 4 mai 2000 date à laquelle il a été déchu de ses mandats. Comme l'indiquait alors Nicole Gauthier dans le quotidien *Libération* (17 juin 2000), il avait été condamné pour le financement par le Conseil Général du Haut-Rhin de trois voyages à l'exposition universelle de Séville au bénéfice d'élus et de leurs épouses, et de fonctionnaires. Dans le jugement, il avait été considéré que ces voyages d'un montant estimé à 438 585 francs étaient des voyages d'agrément. Apparemment les électeurs du canton ne lui en ont pas tenu rigueur. Alors même que son principal adversaire dans ce canton de Saint-Amarin, le conseiller sortant François Tacquard, indépendant, très investi dans les dossiers de développement de la vallée, avait été annoncé comme présidentiable en cas d'alternance et brigait un troisième mandat, Jean-Jacques Weber l'a emporté dès le premier tour avec 2 968 voix d'avance sur un total de 11 394 suffrages exprimés. En 2004, François Tacquard avait devancé Jean-Jacques Weber de près de 10 % des suffrages exprimés. L'élection dès le premier tour avec 53,3 % des exprimés de Rémy With étiqueté divers droite et premier vice-président sortant à Dannemarie n'a par contre rien eu de surprenant s'agissant de la sixième élection de celui-ci dans ce canton. Par ailleurs, Christian Chaton, UMP à Sainte-Marie-aux-Mines et Eric Straumann, UMP à Andolsheim ont dépassé les 50 % des suffrages exprimés mais n'ont pu être élus dès le premier tour n'ayant pas atteint les 25 % des électeurs inscrits. La faible participation accolée à cette nouvelle contrainte légale a conduit à la multiplication de duels au deuxième tour, soit onze au total et une seule triangulaire celle

de Kaysersberg où l'écologiste et maire de Kaysersberg, Henri Stoll est arrivé en tête avec 33,7 % des suffrages exprimés devant Thierry Speitel, maire de Sigolsheim (27,7 % des exprimés) et Christian Fuchs, maire de Bennwihr, (25,3 %), tous deux proches du Nouveau Centre. En 2004, on avait dénombré pas moins de huit triangulaires, une quadrangulaire et trois duels seulement. En 2011, le Front National a réussi à imposer sa présence au deuxième tour dans trois cantons, Ensisheim, Andolsheim et Guebwiller où il était représenté par Julie Abraham, (21,7 % des exprimés), jeune candidate de dix-huit ans seulement qui a brûlé la politesse au maire PS de Guebwiller, Denis Rebmann (16,6 %) devancé par le candidat écologiste Christian Weiss (18,1 %). Les affrontements gauche-droite n'ont eu lieu que dans trois cantons. À Masevaux, le maire du chef-lieu, Laurent Lerch (46,5 % des exprimés) a nettement devancé Franck Dudt, (22,2 %) candidat de la gauche et de l'écologie. Dans le canton de Munster, le sortant Pierre Gsell (36,8 %) a précédé Serge Jaeggy (22,5 %) issu du Parti Communiste et représentant le Front de Gauche. À Huningue, Altkirch et Habsheim, des candidats écologistes, Max Delmond du mouvement de Corinne Lepage, Cap 21, maire de Folsensbourg (33,9 % des exprimés), Jean Bitterlin du MEI et soutenu par les Verts (20,3 %), Philippe Wolff d'Europe Écologie - les Verts (25,7 %) ont obtenu de se maintenir au deuxième tour face à des candidats de la Majorité Alsacienne. Parmi ceux-ci, à Habsheim, le président sortant du Conseil Général, Charles Buttner est arrivé nettement en tête avec 42,7 % des voix, un résultat proche de celui qu'il avait réalisé en 2004 (43,2 %). Deux conseillers sortants, Guy Daesslé à Wintzenheim (26,6 % des exprimés) et de manière plus surprenante, le sénateur UMP Jean-Louis Lorrain (33,4 %) à Sierentz, se sont trouvés devancés. Le principal concurrent de Guy Daesslé, ancien maire de Wintzenheim, Lucien Muller (28,6 %), maire de Wettolsheim était soutenu par l'actuel maire de Wintzenheim, Serge Nicole. Quant à Daniel Adrian, maire de Landser, nul doute qu'il a créé une véritable surprise en devançant Jean-Louis Lorrain, conseiller sortant, sénateur, président de la commission solidarité du département, il est vrai de 138 voix seulement.

Dans le Bas-Rhin, ce premier tour a d'emblée confirmé qu'aucun bouleversement majeur ne serait envisageable. Comme dans le Haut-Rhin, deux conseillers seulement, Alice Morel, maire de Bellefosse, dans le canton de Saales, et Guy-Dominique Kennel dans le canton de Woerth ont été élus dès le premier tour. Le président sortant a réalisé, et de loin, le meilleur score de ce premier tour avec 67,2 % des voix. Élu dans le canton depuis 1992, il obtient à l'occasion de cette élection son meilleur résultat, dotant ainsi d'une très forte légitimité sa présence à la tête de l'institution départementale. Dans le canton de Saales, Alice Morel soutenue par l'UMP et sans opposant de droite s'est imposé avec 60,5 % des voix face à un seul concurrent, soutenu par le PS et Europe Écologie - les Verts,

Renaud Fausser (39,4 %) qui la dépasse de quelque 21 voix dans le chef lieu de canton. Sébastien Zaegel à Geispolsheim (50,6 %) tout comme Pierre Bertrand à Wissembourg (52,3 %) et Bernard Fischer à Obernai (54,4 %) n'ont pu être élus bien qu'ayant la majorité absolue des suffrages exprimés. Ces derniers n'ont pas atteint le seuil fatidique des 25 % des inscrits imposé par la réglementation électorale mais ont nettement devancé leurs suivants du Front National. Les nombreux duels avec le Front National pour le deuxième tour sont une des caractéristiques fortes de ce premier tour de scrutin dans le Bas-Rhin. Pas moins de neuf cantons, les précités ainsi que les cantons de Sélestat, Schiltigheim, Niederbronn-les-Bains, Strasbourg 6, Strasbourg 10 et Mundolsheim ont placé le Front National en deuxième position. En 2004 seuls deux cantons, Strasbourg 10 et Niederbronn-les-Bains avaient placé en deuxième position un candidat du Front National, en l'occurrence comme en 2011, Xavier Codderens et Laurent Gnaedig. En 1998, peu de temps après la vague lepéniste des élections présidentielles de 1995, pas moins de six cantons avaient installé un candidat du Front National en seconde position. À Strasbourg 10 Neuhof, le candidat du Front National, Stéphane Rémy (32,1 %) était même arrivé en tête devant Jean-Claude Petitdemange, PS (31,3 %) et Alphonse Beck UDF-RPR, conseiller sortant (29,6 %). À cette même élection cantonale de 1998, dans le Haut-Rhin un seul candidat du Front, Christian Chaton qui depuis a rallié l'UMP, était en situation de se maintenir à Sainte-Marie-aux-Mines. L'implantation du Front National a retrouvé des couleurs à l'occasion de cette élection cantonale de 2011. Il confirme son implantation de longue durée dans la région, même s'il ne parvient pas à obtenir d' élu dans un scrutin uninominal de ce type. Quelques résultats cantonaux l'illustrent : sur le canton de Strasbourg 10, il a obtenu successivement 32,1 % des suffrages en 1998, 18,2 % en 2004 et 24 % en 2011, sur celui de Niederbronn-les-Bains 20 % en 1998, 23,8 % en 2004 et 31,9 % en 2011, sur celui de Mundolsheim 28,5 % en 1998, 15,5 % en 1998 et 23,5 % en 2011. Ses scores de 2011 sont dans l'ensemble plus proches de ceux de 1998 que de ceux de 2004 avec un renforcement de sa présence dans les cantons concernés par cette élection dans le Haut-Rhin, même si son leader Patrick Binder n'a fait qu'un score moyen à Saint-Amarin (18,9 %) face à Jean-Jacques Weber (53,6 %) et François Tacquard (27,5 %). Le PS et Europe Écologie - les Verts confirment que leurs chances restent limitées hors de l'agglomération strasbourgeoise : ils ne sont significativement présents que dans le canton de Schirmeck où Gérard Douvier, PS obtient 27,7 % des voix et Truchtersheim où le Vert Luc Huber totalise 21,2 % des suffrages. Sur Strasbourg, le PS consolide son influence. Le successeur d'Armand Jung, Eric Elkouby fait un score honorable (35,4 %) des voix même s'il reste loin des 51 % des voix de son mentor Armand Jung en 2008. Le maire de Schiltigheim, Raphaël Nisand (28,7 %) devance nettement ses concurrents tout comme Philippe Bies (30,9 %) sur le

canton de Strasbourg 8 - Neudorf. À Illkirch-Graffenstaden, vieux fief de la droite, Claude Froehly, PS (31,5 %) se place devant sa concurrente de la Majorité Alsacienne, Catherine Graef-Eckert (28 %) et Serge Oehler (45,4 %) réalise à Strasbourg 6 - Cronembourg le meilleur score de la gauche à ce premier tour en Alsace. Sur le canton du Neuhof, Annick Neef, PS (16,1 %), adjointe du quartier a été confrontée à son partenaire de la municipalité Alain Jund (11,8 %), adjoint Europe Écologie - les Verts en charge de l'urbanisme. La somme théorique de leurs voix leur aurait permis de passer devant le candidat du Front National, Xavier Codderens (24,1 %) mais pas devant Pascale Jurdant-Pfeiffer (34,8 %). Quant au canton de Strasbourg 2 - Gare, il a reproduit le duel que s'était déjà livré le sortant PS Jean-Jacques Gsell et l'écologiste Marie-Dominique Dreyssé qui en 2004 avaient respectivement obtenu 36,8 % et 17,4 % des suffrages en 2004 contre 34,2 % et 23,4 % des voix en 2011 alors qu'en 1998 Jean-Jacques Gsell avait totalisé 35,8 % des voix devant Anne Schumann, UDF-RPR (22,1 %). Marie-Dominique Dreyssé ne se plaçait alors qu'en troisième position avec 13,6 % des voix. Ces chiffres permettent une fois de plus de constater combien sur la durée, les déplacements de voix se font à la marge, en l'occurrence une légère baisse progressive des scores de Jean-Jacques Gsell et une montée plus marquée de ceux de Marie-Dominique Dreyssé. Quant à la droite classique proche de la majorité régionale ou de l'UMP à l'occasion de cette cantonale placée entre le glorieux épisode de la régionale de 2010 et les périls annoncés de la présidentielle de 2012, elle a dans l'ensemble maintenu son influence. Elle était en tête dans 15 cantons sur 22 en 1998, 17 cantons en 2004 et reste en tête dans 17 cantons en 2011 même si à cette élection le candidat arrivé en tête n'a pas toujours explicitement porté l'étiquette UMP ou Majorité Alsacienne. On notera enfin la singularité du canton de Sarre-Union où le candidat de la majorité, Simon Schmidt (39,3 % des voix) précède un candidat régionaliste d'*Unser Land*, le jeune David Heckel (23,2 %) qui précède Emmanuel Polewiak (18,9 %) d'Europe - Écologie - les Verts et Zulhira Longo (18,5 %) du PS.

Sur l'ensemble de l'Alsace, une forte abstention généralisée, un relatif maintien des positions de la droite classique, une remontée non négligeable du Front National et une stabilité de la gauche dont les voix se redistribuent à la marge entre le PS et Europe Écologie - les Verts au bénéfice de ces derniers ont marqué ce scrutin cantonal concernant une majorité de cantons ruraux alsaciens.

Un deuxième tour plus surprenant qu'attendu

Une abstention confirmée

Au soir du deuxième tour de ces élections cantonales, le 27 mars 2011, il est établi que le principal vainqueur reste l'abstention. Elle trouve même le moyen de se renforcer d'un tour à l'autre. La participation passe de 40,83 % à 40,82 % dans le Bas-Rhin et de 45,01 % à 43,03 % dans le Haut-Rhin. Ces taux moyens cachent des variations cantonales marquées. L'opposition entre faible participation urbaine et forte participation rurale ressort avec force. La participation est inférieure à 37 % dans les six cantons strasbourgeois concernés par l'élection avec un record de faiblesse, 30,1 %, dans le canton de Strasbourg 2 - Gare où se sont affrontés deux candidats de la majorité municipale. Dans le Bas-Rhin, les meilleurs taux de participation sont enregistrés dans les cantons de Villé (51,1 %) et de Marmoutier (47,5 %). Dans le premier, Frédérique Mozziconacci, sans étiquette mais soutenue par six maires de la vallée dont celui de Villé André Frantz, l'emporte sur Bertrand Schmitt adoubé par l'UMP. Dans celui de Marmoutier, c'est également un nouveau venu mais adversaire du sortant Claude Cremmel depuis trois élections, Jean-Claude Weil, proche de la gauche, ancien militant du PSU, qui l'emporte.

La compétition aiguise la participation. Dans le Haut-Rhin, les plus forts taux sont enregistrés à Masevaux (53 %) où Laurent Lerch, l'outsider de la majorité l'emporte sur le candidat d'Europe Écologie - les Verts, Franck Dudt. De même, la compétition triangulaire haute en couleurs entre Henri Stoll, Christian Fuchs et Thierry Speitel a suscité le deuxième plus fort taux de participation du département avec 52,3 % de votants. C'est le canton de Habsheim qui enregistre la plus faible participation avec 35,5 % de votants. La victoire du président sortant du Conseil Général, Charles Buttner qui l'a emporté haut la main avec 58 % des voix face à l'écologiste Philippe Wolff était prévisible mais comme dans d'autres cantons, elle questionne la légitimité sociétale de l'élection, dès lors que le président d'une institution politique importante est élu par 19,3 % des électeurs inscrits dans sa circonscription électorale, en l'occurrence le canton de Habsheim. De si faibles participations ne sont pas dans les traditions politiques françaises. Il est probable que la très controversée remise en cause de la structure départementale mise en perspective à l'horizon 2014 par la loi du 16 décembre 2010 voulue par la présidence de la République a contribué à une certaine démobilisation de l'électorat appelé à voter pour des conseillers généraux auxquels se substitueront dans trois ans des conseillers territoriaux, si aucune abrogation de la loi n'intervient en cas de changement de majorité présidentielle en 2012. À cette évolution s'ajoute en Alsace, la perspective de mise en place voulue par

le président du Conseil Régional Philippe Richert et fortement soutenue par le président du Conseil Général du Bas-Rhin mais du bout des lèvres par celui du Haut-Rhin, de création suite à un référendum, d'un Conseil Unique d'Alsace regroupant les trois collectivités territoriales alsaciennes.

Consolidation des droites dans le Haut-Rhin

Dans le Haut-Rhin au soir du deuxième tour, la majorité départementale a été reconduite avec beaucoup moins de difficultés que ne pouvait le laisser prévoir une campagne assez chahutée comme souvent dans le département. Comme le souligne Yolande Baldenweck : « Dans le Haut-Rhin, la majorité composée d'UMP et d'indépendants a consolidé ses positions » (L'Alsace, 28 mars 2011). Si la majorité départementale perd deux de ses membres dans la bataille, à Wintzenheim, Guy Daesslé, président de la commission culture et à Sierentz, le sénateur Jean-Louis Lorrain, président de la commission solidarité, ils sont remplacés respectivement par Lucien Muller, maire de Wettolsheim, Majorité Alsacienne, soutenu par le maire du chef-lieu Serge Nicole et Daniel Adrian, maire de Landser, indépendant qui inflige une nette défaite au sortant Jean-Louis Lorrain qui briguait un sixième mandat. Les victoires de Michel Habig à Ensisheim, Alphonse Hartmann à Altkirch, Eric Straumann à Andolsheim, Alain Grappe à Guebwiller, Christian Chaton à Sainte-Marie-aux-Mines et du président Charles Buttner à Habsheim, permettent à l'UMP et ses proches de garder une nette majorité au Conseil même si les indépendants et divers droite se renforcent avec les victoires de Laurent Lerch à Masevaux et Pierre Gsell à Munster qui s'ajoutent à celles de Rémy With à Dannemarie et Jean-Jacques Weber à Saint-Amarin au premier tour. Le PS ne gagne aucun siège à cette élection où les cantons urbains qui lui sont plus favorables n'étaient pas en jeu. Les écologistes confirment leur présence avec la réélection sans coup férir d'Henri Stoll, maire du chef-lieu dans la seule triangulaire de ces élections. Avec 37,6 % des voix, il dépasse chacun de ses deux adversaires du deuxième tour, Richard Fuchs et Thierry Speitel de plus de six points, tous deux appartenant à la mouvance centriste. La seule surprise est venue de la victoire de l'écologiste du mouvement Cap 21 de Corinne Lepage, Max Delmond élu avec 51,4 % des voix contre 48,6 % des voix à Éric Wissler de la Majorité Alsacienne. Le soutien du Président de la Région, Philippe Richert au candidat de la Majorité Alsacienne à Blotzheim le jeudi précédent l'élection, n'aura pas suffi à inverser le cours des choses, sachant que par ailleurs le candidat écologiste a reçu l'appui plutôt inattendu du député UMP Jean Ueberschlag, maire de Saint-Louis. Il est vrai que ce dernier n'a jamais accepté la disparition programmée de sa circonscription législative dans la dernière reconfiguration des territoires législatifs.

Au terme de cette élection, le rapport de forces est resté inchangé au sein de l'assemblée haut-rhinoise. Charles Buttner est réélu sans difficulté le 31 mars à la tête du Conseil Général du Haut-Rhin.

Une majorité ébréchée dans le Bas-Rhin

Dans le Bas-Rhin, au lendemain du deuxième tour, Claude Keiflin donne pour titre à sa synthèse sur l'élection : « La majorité écornée » (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, le 28 mars 2011). Il souligne que sur les vingt deux sièges en jeu, quatorze ont enregistré la réélection des sortants et que trois d'entre eux, comme en 2004, ont été battus. Le fait est que, par certains aspects, cette élection cantonale comme d'autres propose des couleurs de vote à droite de même intensité qu'à l'accoutumée. Les résultats supérieurs à 70 % des voix de Pascale Jurdant-Pfeiffer (70,5 %) à Strasbourg 10 - Neuhof, André Lobstein (70,5 %) à Mundolsheim, Marcel Bauer (71,1 %) à Sélestat, Bernard Fischer (72,5 %) à Obernai, Sébastien Zaegel (72,9 %) à Geispolsheim, Pierre Bertrand (75,2 %) à Wissembourg font résonner la tradition du vote de droite classique de l'Alsace bas-rhinoise. Le meilleur score cantonal de ce deuxième tour revient toutefois au socialiste Serge Oehler qui s'offre pas moins de 77,1 % des voix dans son canton de Strasbourg 6 - Cronembourg. Le paysage de l'assemblée départementale, s'il a conservé sa couleur dominante ressort plus diversifié de cette élection. Dans sa propre majorité, le président sortant et magistralement réélu dès le premier tour avec 67 % des votants soit toutefois seulement 32 % des inscrits, se découvre une majorité plus diversifiée avec davantage d'élus non directement affiliés à l'UMP. Le centriste Thierry Carbiener, conseiller municipal dans l'opposition au maire de Saverne, le député Émile Blessig qui lui a succédé au poste de maire, l'emporte facilement (68,4 %) sur Murielle Philippe soutenu par l'UMP. Freddy Zimmermann du Nouveau Centre, remporte la succession après trente huit années de mandat de Joseph Ostermann, maire de Wasselonne qui avait misé sur l'autre candidat de la majorité, François Jehl, maire d'Odratzheim. À Truchtersheim, c'est Etienne Burger, sans étiquette qui devance son adversaire écologiste, Luc Huber qui espérait la victoire grâce à son opposition au grand contournement ouest (GCO). À Villé, c'est une quasi inconnue en politique, Frédérique Mozziconacci, indépendante, conseillère municipale de Villé et professeur des écoles qui l'emporte avec 55,2 % des suffrages sur le maire de Dieffenbach-au-Val, Bernard Schmitt qui avait le soutien de l'UMP et de la Majorité Alsacienne. Les succès des sortants chevronnés, le député Jean-Pierre Maurer à Strasbourg 7 - Meinau et Rémi Bertrand à Niederbronn-les-Bains affiliés à l'UMP, Frédéric Bierry (61 %) du Parti Radical de Jean-Louis Boorlo à Schirmeck viennent conforter la majorité.

Une surprise de cette élection est sans conteste l'élection de David Heckel dans le canton de Sarre-Union où le candidat de l'UMP, Simon Schmidt, maire d'Oermingen qui avait été battu par Denis Lieb en 2004 a de nouveau été défait. David Heckel est membre d'*Unser Land*, récente formation issue de la fusion en 2009 de l'Union du Peuple Alsacien (UPA) et de l'association de jeunes *Fer S'Elsass*. La formation revendique la « construction de la nation alsacienne » et s'inscrit dans la mouvance fédéraliste européenne qui pose le principe des autonomies régionales. Par ce choix, le canton de Sarre-Union manifeste une fois de plus sa singularité mais renoue aussi avec d'anciens marquages politiques et culturels.

La gauche et l'écologie ne peuvent que sortir satisfaits de cette élection dans le Bas-Rhin, même si elle n'a pas entraîné de bouleversement. Ils ont conforté leur influence sur Strasbourg et même au-delà de la ville au sens restreint du terme. Phillipe Bies est réélu sans surprise face à Jean-Claude Bader ancien adjoint de Fabienne Keller tout comme Serge Oehler qui signe une brillante victoire qui lui permet de faire partie des cinq meilleurs élus du PS à l'échelle nationale. À Strasbourg 9 - Montagne Verte, le jeune candidat El Kouby, successeur pressenti à son siège par Armand Jung l'emporte sans discussion (59,7 %) face au conseiller municipal d'opposition de l'UMP Jean-Emmanuel Robert. À Schiltigheim, le maire Raphaël Nisand a en quelque sorte confirmé sa victoire municipale dans ce canton dont les limites se superposent à celles de la commune en l'emportant avec pas moins de 68,7 % des voix face à une candidate complètement novice du Front National. Plus surprenante a été la victoire de Claude Froehly à Illkirch-Graffenstaden où il se présentait pour la quatrième fois, avec 53,3 % des voix. La candidate de la Majorité Alsacienne, Catherine Graeff-Eckert, adjointe au maire de Lingolsheim, Yves Bur, faisait face pour la première fois aux suffrages des électeurs mais n'a pu conserver ce fief historique de la droite alsacienne. De même à Marmoutier, Jean-Claude Weil, maire de Marmoutier et président de la communauté de communes, divers gauche, a obtenu, la victoire dans ce canton mixte, à la fois rural et ouvrier après quatre tentatives contre Joseph Cremmel, conseiller sortant, membre de l'UMP. Ces deux victoires sont intéressantes à plus d'un titre pour la gauche en général et le PS en particulier. D'une part, elles n'entament apparemment pas le crédit de la majorité municipale de Strasbourg et d'autre part, elles semblent marquer une ouverture vers des zones extra-strasbourgeoises où jusqu'à ce jour, dans le Bas-Rhin, elle peinait à s'implanter durablement. Le seul hiatus de cette élection reste toutefois pour la majorité municipale l'élection du canton Gare où le maire Roland Ries avait tenté de faire plier Marie-Dominique Dreyssé, candidate d'Europe Écologie - les Verts en lui proposant « un retrait républicain » en faveur du sortant socialiste Jean-Jacques Gsell arrivé en tête au premier tour. Celle-ci l'ayant refusé, elle l'a emporté de justesse avec 165 voix d'avance permettant au

mouvement écologiste d'entrer pour la première fois au Conseil Général du Bas-Rhin.

Conclusion

Cette élection cantonale 2011 a confirmé que l'Alsace reste nettement ancrée à droite même si la palette de ses élus cantonaux s'est diversifiée. À l'issue du scrutin, vingt conseillers sur trente et un se situent dans la majorité régionale dans le Haut-Rhin et trente deux sur quarante quatre dans le Bas-Rhin. Cette majorité gagne un siège dans le Haut-Rhin et en perd cinq dans le Bas-Rhin, contraste d'évolution entre les deux départements relativement inattendu. Dans le Bas-Rhin, le PS et les Verts engrangent trois élus supplémentaires, tandis que les nouveaux conseillers de Sarre-Union et de Villé se placent en situation d'indépendance. Par la progression de la gauche, l'Alsace s'inscrit dans la tendance nationale qui enregistre la progression du PS au détriment de l'UMP à ces élections départementales comme cela avait été le cas aux régionales de 2010. Quant au Front National, il fait retour sur la scène politique régionale en se plaçant en deuxième position dans pas moins de douze cantons sans pour autant obtenir un seul élu face à des fronts républicains qui ont localement fait barrage. Quant à la parité hommes-femmes, elle a positivement mais modestement évolué puisque désormais cinq femmes siègent dans les deux conseils alsaciens soit 11 % de l'effectif total.

Au soir du 28 mars 2011, des évolutions lentes se sont manifestées en Alsace. Nul doute que la véritable révolution politique ce soir-là a eu lieu, ailleurs, non loin. Dans le Bade-Wurtemberg voisin, l'un des Länder les plus riches d'Allemagne, les électeurs ont confié les rênes du pouvoir aux écologistes et à leur leader Winfried Kretschmann.